



Le 29 janvier tous dans l'action

Contre cette loi de transition énergétique

Pour nos garanties collectives

Les fédérations CGT et FO de l'Énergie et des Mines appellent l'ensemble des salariés à se mobiliser dans le cadre d'un arrêt de travail et à participer à la grande manifestation nationale à Paris le 29 janvier 2015.

Les salariés des IEG ont toutes les raisons de faire entendre leur voix.

Que ce soit à l'hydraulique avec la privatisation des barrages, au thermique à flamme ou au nucléaire les salariés vont être confrontés à des fermetures ou des changements d'employeurs. Les conséquences seront dramatiques sur la vie familiale ou professionnelle. La remise en cause des accords collectifs est également à craindre.

À la Distribution, la convergence de plusieurs lois offrira des facilités pour la reprise en main de la gestion de l'énergie par les collectivités locales. Cela se traduira par la création de sociétés publiques locales ou d'expérimentation de boucles locales de production. Le changement de gouvernance et l'émergence de nouveaux employeurs sur le marché risquent de se réaliser à l'encontre de la politique de Service Public. Tous n'auront sans nul doute pas la volonté d'investir sur le réseau ou d'employer suffisamment de personnel afin d'assurer un service de distribution de qualité.

Cette loi met également en péril l'avenir du secteur gazier. L'utilité du gaz naturel n'est clairement pas affirmée comme énergie potentielle au mix énergétique. C'est délibérément oublier sa place dans le chauffage alors que près de 34 % des maisons individuelles en France en sont dotées. C'est oublier son rôle essentiel dans la gestion de la pointe. Enfin, ne pas promouvoir son utilité en tant que carburant, concoure à l'inacceptable mise en cocon (fermeture de sites gaziers de stockages ou de terminaux). Les conséquences sur l'ensemble de la filière gaz contribueront sans nul doute à fragiliser les approvisionnements et à supprimer des emplois.

Côté EDF, des craintes quant à l'application d'une feuille de route dogmatique délivrée par cette loi de transition énergétique ne rassurent pas non plus les salariés du secteur. Il est à craindre la filialisation par activités dites lucratives et la remise en cause de la nature statutaire des activités de demain.

Côté GDF Suez, la marche forcée à la financiarisation du groupe laisse craindre quant à la pérennité de certaines activités et surtout du statut comme ciment des activités de production, transport, distribution et commerce. Dans cet esprit, le statut des IEG doit être renforcé afin qu'il s'applique à tous les commercialisateurs sans exception. L'objectif est notamment de lutter contre le dumping et la casse sociale.

Sur tout le territoire, pas un salarié des 152 entreprises des IEG n'est à l'abri des conséquences de cette loi et des différents textes de régionalisation et de création des grandes métropoles.

Pour la FNME CGT et FO Énergie et Mines, il faut agir avant qu'il ne soit trop tard !

Elles invitent les salariés de la production électrique à décider de baisses de charge ce jour-là pour marquer leur attachement au mouvement.

Elles proposent aux personnels des stockages gaz de décider de limiter voire d'arrêter le soutirage.

Elles demandent aux personnels des terminaux de décider de ne pas décharger les éventuels méthaniers ce jour-là.

Au transport et la distribution, elles proposent de n'assurer que les interventions d'urgence et de décider d'interventions sur le réseau en limitant les contraintes sur les usagers.

Les fédérations CGT et FO appellent les personnels à se saisir des moyens de transport mis à disposition par chacune d'elle pour monter à Paris dans le cadre d'un arrêt de travail.

La FNME CGT et FO Énergie et Mines appellent les salariés des IEG à se mobiliser et à se retrouver à Paris

Le 29 janvier 2015

Dès 10 h 30 place DENFERT ROCHEREAU

Pour un rassemblement et un meeting avant de partir

Vers 13 h pour une grande manifestation

Vers les INVALIDES.

ENSEMBLE, ON EST PLUS FORT !